

par sa nature même, le régime autoritaire yougoslave s'est mis, dès son début, à rétablir, par la voie pacifique de l'évolution, l'équilibre entre la ville et les campagnes, à introduire l'harmonie entre les tendances vitales de la bourgeoisie et celles des paysans yougoslaves. S'il n'y a pas réussi, c'est de la faute de la bourgeoisie : la crise économique, à son point culminant (en 1932), montra clairement que la bourgeoisie reste encore la cause principale de la cacophonie nationale, économique et sociale, et que dans un état de paysans, comme c'est le cas de la Yougoslavie, la politique de l'Etat ne peut s'appuyer sur une bourgeoisie décadente, sur cet élément de discorde et de dissolution. Une fois cela démontré, le régime autoritaire mène la politique de l'Etat dans le sens de la véritable et nullement démagogique orientation paysanne. Cela ne veut pas dire qu'il se soit acheminé vers une liquidation brutale de la bourgeoisie, mais qu'il a définitivement mis fin à la pratique d'autrefois (ère 1918-1928) qui sacrifiait les intérêts vitaux de la majorité villageoise du pays aux visées mégalomanes de la minorité bourgeoise.

Le développement de la Yougoslavie depuis l'automne 1932 prouve que le régime personnel a bien agi : l'instinct de conservation s'est manifesté, à la fin de 1932, dans la partie de la nation où il est naturellement le plus sain et le plus fort, au sein de la classe paysanne. Le paysan, aussi bien croate et slovène que serbe, a senti, d'une part, que la crise économique